

Collectivités : comment financer l'accélération des investissements climat ?

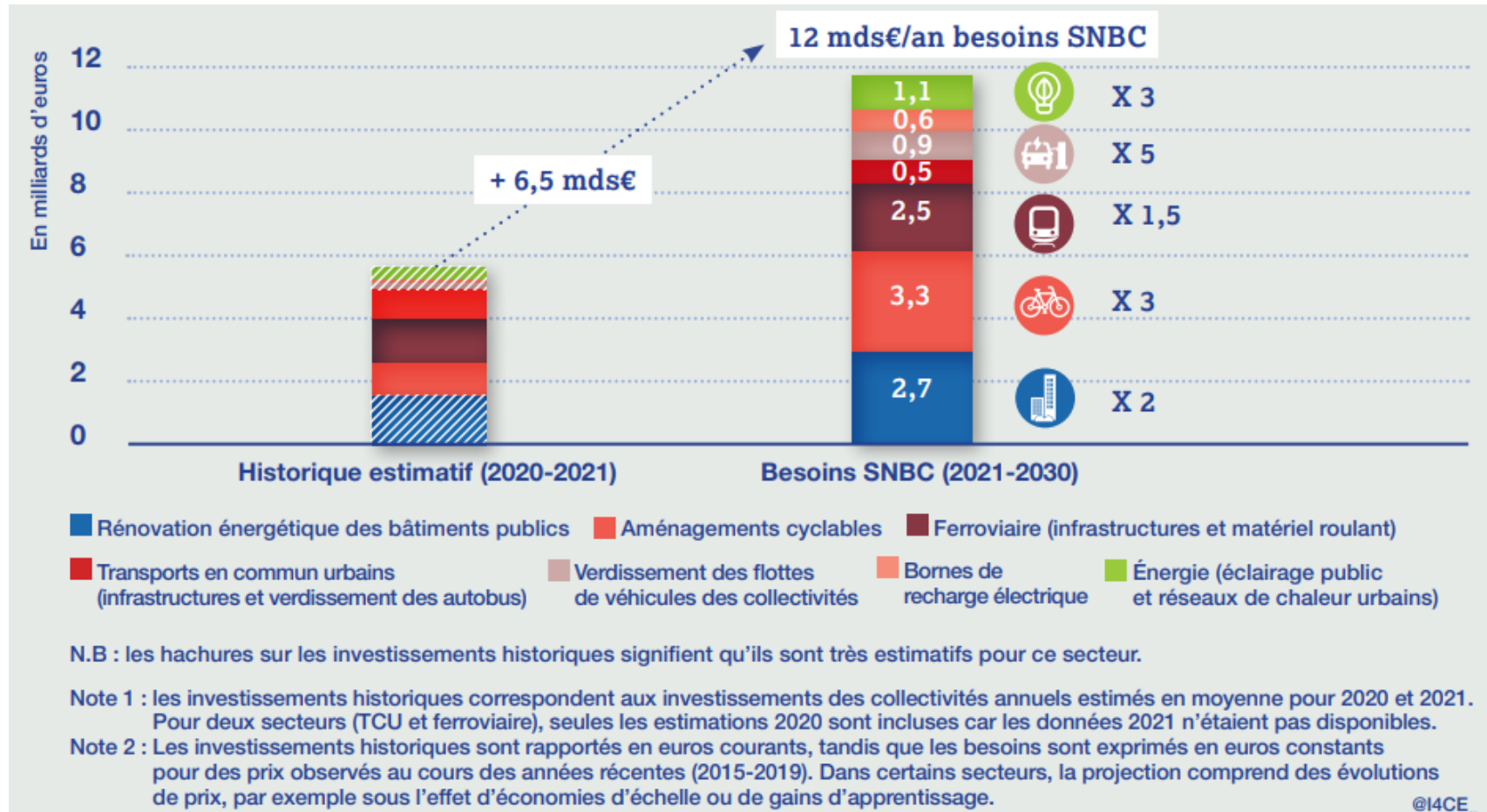
Quatre scénarios à horizon 2030

Présentation AUDIAR – 23 février 2024

*Julie Marcoff, Alice Monticelli, Luc Alain Vervisch, La Banque Postale
François Thomazeau, Morgane Nicol, I4CE*

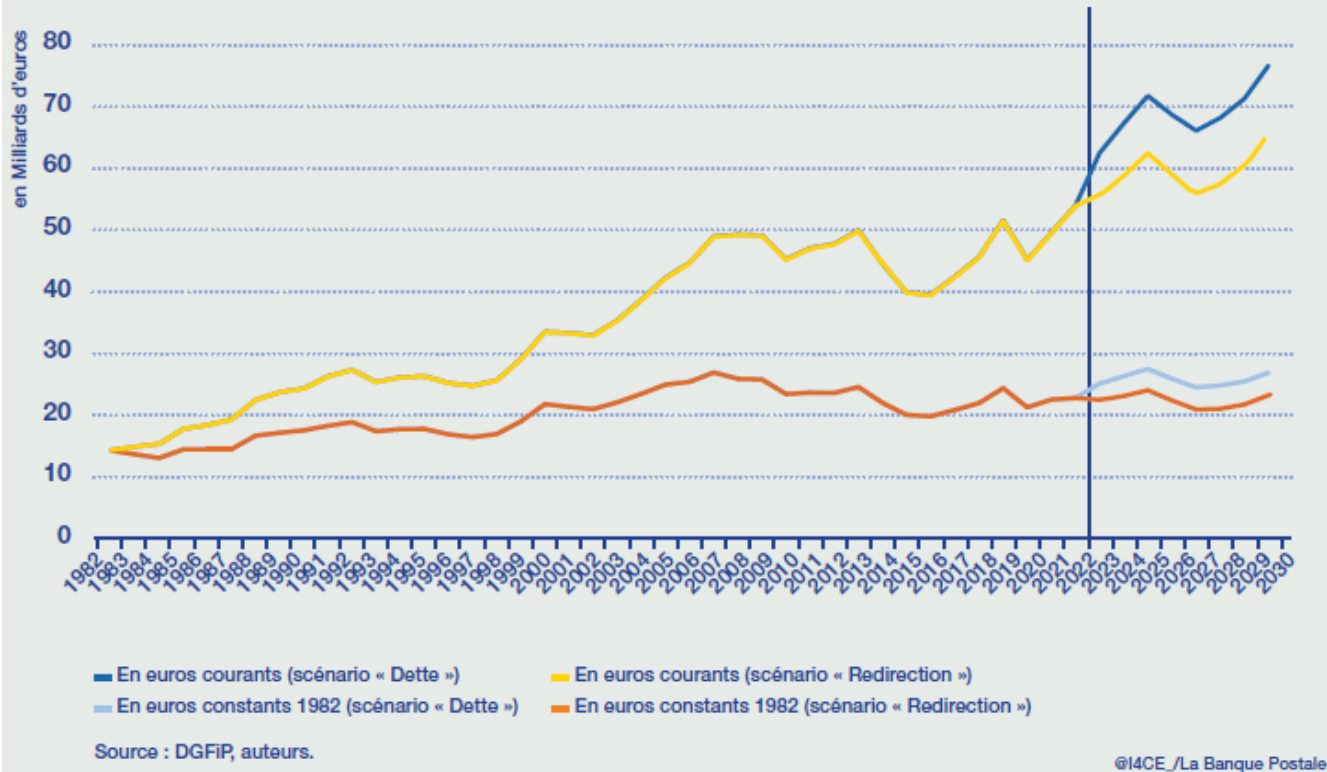
Pourquoi il faut s'intéresser aux finances locales !

INVESTISSEMENTS DES COLLECTIVITES LOCALES POUR LE CLIMAT : HISTORIQUE ET BESOINS SNBC-2 (EN MILLIARDS D'EUROS/AN SUR 2021-2030)








Une équation irrésolue pour un effort d'investissement historique

FIGURE 25 : DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN EUROS CONSTANTS (1982) ET COURANTS



- Les données d'investissement de l'étude (+ 6,5 Md€ / an) sont à considérer comme un minimum
- Des investissements locaux qui doivent évoluer dans une double logique « quantitative » et « qualitative »
- En € constants sur longue période, il s'agit de retrouver a minima le volume d'investissement du milieu des années 2000, dans un contexte budgétaire complètement différent

Quatre scénarios contrastés pour alimenter le débat

	Scénario	Réorientation des dépenses	Évolution des ressources propres	Évolution Fonds de roulement	Évolution transferts État	Endettement
	« Scénario de base »	Tendanciel sans inv. climat	Hausse modérée	Stable	DGF stable et fonds vert (FV) 2024	Ajustement
	« Dette »	Tendanciel + inv. climat	Hausse modérée	Stable	DGF stable et FV 2024	Ajustement
	« Redirection »	Inv. climat intégrés dans le tendanciel	Hausse modérée	Stable	DGF stable et FV 2024	Ajustement
	« État »	Tendanciel + inv. climat	Hausse modérée	Stable	DGF indexée inflation + FV tous les ans	Ajustement
	« Ressources propres »	Tendanciel + inv. climat	Tendanciel + hausse des taux et tarifs en 27/28	Prélèvement 2Md€/an	DGF stable et FV 2024	Ajustement

Les six principaux constats transverses

1- Un pic historique d'investissement local dans 3 scénarios sur 4

=> 93 Md€ en 2030 (sauf dans le scénario « Redirection ») contre 67 Md€ en 2022, soit + 38 %

2- Tous les scénarios débouchent sur une augmentation significative de la dette des collectivités (avec une hausse en % du PIB dans 2 scénarios sur 4)

=> + 106 Md€ de dette en 2030 dans le scénario « Dette », + 27 Md€ dans le scénario « Redirection »

3- Départements et Régions font face à des difficultés de financement dans tous les scénarios

=> une situation globale qui masque de fortes disparités y compris au sein du bloc communal

4- Un impact réel des économies d'énergie, mais marginal à l'échelle du mur d'investissement à gravir

=> une économie totale de 1,64 Md€ (euros constants) entre 2019 et 2030

5- Le scénario « Ressources propres » est celui qui produit les effets les plus massifs, mais c'est politiquement le plus difficile

=> une épargne brute moyenne de 51 Md€ sur la période 2023-2030 contre 45 Md€ dans le scénario « Dette »

6- L'hypothèse d'un soutien accru de l'État limité à la DGF et au « fonds vert » ne résout pas l'équation du financement de la transition

=> un endettement soutenu encore nécessaire

La solution repose sur un mix de ces leviers, qui soulèvent chacun des enjeux spécifiques

Scénarios	Freins et conditions à la mise en œuvre
Dettes	<ul style="list-style-type: none"> Trajectoire des finances locales dans les documents programmatiques de l'État Appétit des élus locaux pour la dette Disponibilité et coûts du crédit
Redirection	<ul style="list-style-type: none"> Mieux connaître les dépenses « vertes » et « brunes » des collectivités Évaluer le potentiel de réorientation des dépenses « brunes » Efficacité de la dépense locale et débat sur ce qui peut être décalé / reporté au nom du climat
État	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer l'impact incitatif réel des dotations versées Penser le soutien aux collectivités aussi en fonctionnement Intégrer de la pluriannualité dans les engagements étatiques Quelle politique de subvention entre CL ?
Ressources propres	<ul style="list-style-type: none"> Quelle équité pour le financement de la transition par le contribuable et l'utilisateur locaux ? Conditions à la mobilisation accrue du fonds de roulement Articulation des impôts existants avec le ZAN



Merci pour votre attention !